

La ratification du TAFTA annoncerait la mort des États-nations et le début de la gouvernance mondiale des grands groupes économiques.



Article rédigé par *contact*, le 04 mai 2016

[Source: Boulevard Voltaire]

La semaine passée, je dénonçais ici le flou entourant les négociations relatives au TAFTA (acronyme de *Trans-Atlantic Free Trade Agreement*). Négocié très discrètement depuis plus de trois ans, l'accord est une priorité de Barack Obama et de l'Union européenne, qui font tout pour le ratifier au plus vite.

Le halo de mystère entourant les tractations semble désormais s'expliquer. En effet, Greenpeace Netherlands (Pays-Bas) a publié 248 pages de documents confidentiels démontrant clairement le danger que fait peser cette nouvelle usine à gaz mondialiste sur les peuples européens. L'Union européenne et les États-Unis entendent créer un marché unique euro-américain au service des entreprises transnationales, sans même prendre la peine de faire voter leurs populations devenues simples spectatrices de leurs existences respectives. Heureusement, il est de plus en plus difficile de cacher longtemps des secrets dans le monde contemporain, grâce aux nouveaux moyens de communication, à la culture de la transparence et aux lanceurs d'alerte.

Selon Greenpeace, le « *traité mettrait les intérêts des grandes entreprises au centre du processus de décision politique et législatif, au détriment des enjeux environnementaux ou de santé publique* ». TAFTA est une étape supplémentaire vers la désintégration de la souveraineté politique des nations. Les peuples constitués en Europe sont souverains, et vivent selon des normes politiques séculaires, parfois acquises, de gré ou de force, par le jeu de processus révolutionnaires. Assiste-t-on à la subversion de la souveraineté populaire par les tenants d'intérêts financiers mondiaux ? Les frontières sont des barrières qu'ils entendent détruire sans le consentement des multitudes, non pas en les obligeant mais en les ignorant.

Outre cette observation qui ne fait que confirmer ce que nous savons déjà, les documents révélés par Greenpeace font état de la faiblesse du Vieux Continent face aux États-Unis. L'Union européenne s'agite en vain pour obtenir quelques concessions quand les États-Unis campent sur leurs positions, sûrs de leur force. Ainsi, les Européens souhaiteraient obtenir un plus grand accès aux marchés publics américains ou la reconnaissance de leurs appellations contrôlées. La belle affaire : l'Oncle Sam s'en moque et n'entend pas accorder une telle chose à ses « partenaires » ou, devrais-je dire, ses vassaux.

Dans le même temps, les États-Unis refusent de transiger sur la question du transfert des données numériques, prônent la baisse des normes de protection sanitaire en matière agricole, veulent permettre aux entreprises d'attaquer les États en justice si elles s'estiment lésées par une décision nationale ou bien encore militent pour la suppression du principe de précaution...

La ratification du TAFTA annoncerait la mort des États-nations et le début de la gouvernance mondiale des grands groupes économiques, soit l'avènement de la souveraineté financière. Loin d'assurer la « prospérité universelle » ou la « paix perpétuelle », les golems juridico-économiques contemporains préparent notre servitude future.

Gabriel Robin